

Donner à la France une voix indépendante pour la Paix

Lors du Conseil National de ce samedi 15 mars, le PCF a réaffirmé son engagement pour la paix, la justice sociale et la solidarité internationale.

Stop à la fuite en avant capitaliste et guerrière

Donald Trump n'agit en rien pour la paix comme il le prétend et concentre en fait les forces des USA sur la confrontation avec la Chine. Il cherche à attirer les capitaux du monde entier et à consolider le dollar. Par sa politique visant à censurer la science, c'est toute la recherche au niveau mondial ainsi que les politiques climatiques et sanitaires qui sont menacées.

Vladimir Poutine poursuit son agression contre l'indépendance de l'Ukraine. Sa responsabilité est immense dans cette guerre qui est devenue en trois ans une véritable boucherie. Autoritaire et réactionnaire, il veut construire une nouvelle étape d'un capitalisme russe, engranger des conquêtes territoriales, faire tomber le pouvoir à Kiev et déstabiliser certains États européens.

Les objectifs de guerre de Poutine sont suffisamment graves pour ne pas rentrer dans une surenchère : il n'y a pas de solution militaire en Ukraine. Les 800 milliards de dépenses militaires par l'UE enrichiront les marchands de canon et conduiront à l'escalade. Nous refusons cette logique de surarmement alors que la France dépense déjà 50,5 milliards d'euros pour son budget militaire. Le PCF s'oppose à l'eupéanisation de la dissuasion nucléaire française.

Agir pour la Paix, la sécurité collective et un nouvel ordre du monde

Le PCF appelle la France à :

- Agir indissociablement pour le progrès social et écologique, par une nouvelle industrialisation et le développement des services publics, et pour la paix et la sécurité collective.
- Proposer une conférence de sécurité collective pour le continent incluant l'Ukraine et la Russie. Dans ce cadre, sortir de l'OTAN et appeler à des négociations pour un désarmement global.



RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2499 – Jeudi 20 mars 2025

- Reconnaître immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël.
- Construire une défense nationale indépendante avec un renforcement des liens entre l'armée, la nation, le peuple, pour se protéger et non se projeter vers de nouvelles guerres extérieures. Cela passe par la construction d'un pôle public de défense.

Les dépenses sociales, écologiques qui sont prioritaires et celles pour une défense nationale qui nous protège peuvent être financées ensemble par une réorientation de l'argent public, des banques et des entreprises.

L'heure est à dépasser le système capitaliste et son système de concurrence.

Le PCF appelle à la coopération des nations et des peuples du monde pour une refonte des institutions internationales, en particulier l'ONU, l'OMC et le FMI, pour révolutionner les rapports mondiaux et le système financier.

Le PCF appelle l'ensemble des forces vives du pays, syndicales, associatives, citoyennes, forces politiques de gauche, en France et en Europe, à agir ensemble pour la paix et la sécurité collective et à construire une riposte d'ampleur aux forces d'extrême-droite.■

Projection du film document RÉSISTER POUR LA PAIX

Un an après leur voyage en Israël et dans les territoires palestiniens à la rencontre des militantes et militants engagés pour la paix et la justice, Hanna Assouline et Sonia Terrab reviennent pour redonner la parole à ceux qui résistent malgré la guerre, au cœur du chaos.

De Tel Aviv à Jérusalem, de Ramallah à Bethléem, ces femmes et ces hommes continuent de tisser des liens entre Israéliens et Palestiniens.

Après la projection du film documentaire, débat sur les questions de la Paix, rendez-vous le mercredi 26 mars à 18h30 au siège du PCF, 7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan

Résolution adoptée au CN du 15 mars 2025 sur les municipales de 2026

Le Conseil National s'est réuni ce samedi 15 mars et a adopté deux résolutions. Une sur la paix, la justice sociale et la solidarité internationale (voir en première page) et une autre sur les municipales de 2026 (voir ci-dessous).

L'action des communes est décisive pour l'avenir du pays et pour répondre aux enjeux démocratiques et de services publics répondants aux besoins de nos concitoyen·nes. Face aux menaces d'une économie et d'un budget dédiés à la guerre et aux décisions gouvernementales sans précédent, menaçant d'asphyxier financièrement les collectivités territoriales par des coupes budgétaires estimées entre 3 et 6 milliards d'euros, nous appelons à une riposte collective. Ces coupes budgétaires entraîneront la fermeture de bibliothèques, l'arrêt de travaux dans les écoles, les crèches, la réduction des transports publics, la privatisation d'infrastructures essentielles et l'arrêt du soutien à la création culturelle.

Associations d'élus·es, communes, intercommunalités, départements et régions : unissons-nous avec les citoyens·es, les associations, les syndicats, les forces de gauche pour contraindre le gouvernement à revenir sur ces choix injustes !

Nous refusons cette logique et nous appelons à une mobilisation en 2025 pour stopper l'asphyxie financière, la casse des communes et de leurs services publics si utiles à leurs administré·es.

C'est une mobilisation collective, toutes les collectivités sont touchées : les grandes villes subissent des pertes de ressources directes, tandis que les plus petites voient leurs projets compromis faute de cofinancements par l'intercommunalité, le département ou la région. Partout en France, il s'agit sans relâche de défendre la libre administration des collectivités qui est un principe constitutionnel et préserver les services publics de proximité. Le combat contre le budget 2025 est toujours d'actualité tant la ponction opérée sur les finances locales est inadmissible et insupportable. Nous exigeons un projet de loi rectificatif pour 2025 et 2026, garantissant des moyens accrus aux communes.

Le gouvernement Bayrou, en se désengageant du financement des services publics, aggrave les fractures sociales et territoriales et met en péril l'environnement. Sa politique d'austérité affaiblit le logement social, l'école, les transports publics, l'action sociale, les infrastructures locales et accentue les inégalités, notamment entre les territoires ruraux et urbains. Cette austérité participe de la fragilisation et de la fermeture d'entreprises. Ces politiques ont déjà prouvé leur inefficacité et leur nocivité par le passé : elles conduisent à l'appauvrissement du pays. Nous refusons cette logique destructrice.

Une ambition communiste pour nos communes !

Dans ce contexte, les élu·es et militant·es communistes s'engagent pleinement dans les élections municipales de 2026.

Nous proposons des programmes ambitieux alliant progrès social et transition écologique pour répondre aux attentes des habitant·es, agissant avec eux pour l'accès à la culture et la réappropriation des biens communs par le développement du service public dans tous les domaines : logement, école, urbanisme, santé, petite enfance, transports, eau, alimentation, énergie, sécurité... Et nous œuvrons à placer les communes et les intercommunalités au service de la paix et de la coopération décentralisée.

Partout, nous voulons construire des projets territoriaux ancrés dans l'intérêt général et ouverts aux rassemblements les plus larges. Dans les villages comme dans les métropoles, nous voulons renforcer la présence des élu·es communistes, aujourd'hui deuxième force de gauche au niveau national. Face à la droite et à l'extrême droite, nous investirons des candidats et candidates dans chaque département, des villages aux grandes villes, pour renforcer notre présence et défendre les services publics dans les communes et au niveau de l'intercommunalité.

Nous ferons grandir les mobilisations et les luttes et nous les appuierons. Nos élu·es sont engagé·es avec les habitant·es dans toutes les luttes : défense des hôpitaux, des bureaux de poste, des gares ; accès universel au logement, à la culture, moyens pour des services publics de qualité ; opposition aux coupures de gaz et d'électricité ; soutien aux plus précaires et aux « sans-papiers » ; protection de l'emploi, de l'environnement et de l'industrie ; défense des services publics, lutte contre la privatisation des infrastructures stratégiques, notamment les aéroports et les lignes ferroviaires ; droit à une alimentation saine et équilibrée ; lutte contre les déserts médicaux ; droits des femmes et féminisme ; lutte pour la sécurité, la paix, contre le racisme, la xénophobie et toutes les discriminations.

Rassembler pour battre la droite et l'extrême droite

Nous appelons au rassemblement dans les villes où nous sommes en responsabilité et sur l'ensemble du territoire pour faire face aux défis sociaux, démocratiques et écologiques. Notre objectif est clair : empêcher la droite et l'extrême droite – RN, LR, LREM et leurs alliés – de s'emparer des municipalités. Ce rassemblement doit se construire sur la base d'un projet collectif, élaboré par nos sections et débattu avec les citoyen·nes, le mouvement associatif et les forces de gauche. Les résultats des dernières échéances électorales montrent l'urgence d'agir, en particulier dans les territoires ruraux et périurbains où l'extrême droite progresse. Dans les grandes villes, il s'agit également de contrer les victoires des macronistes et LR.

Nous nous mobiliserons pour maintenir et renforcer

les majorités de gauche dans les communes où nous sommes en première responsabilité, ainsi que dans celles où nous participons à une coalition respectueuse de nos valeurs et de notre projet. Dès cet été, et au plus tard à l'automne, nous désignerons nos chef-fes de file et têtes de liste dans les villes de plus de 20 000 habitant-es en tenant compte de leur engagement militant, de leur capacité à fédérer et de leur ancrage territorial. Nous souhaitons engager dès à présent des discussions avec tous les citoyen-nes qui le souhaitent et toutes les forces de gauche, tant au niveau local que national, pour bâtir ensemble des choix municipaux cohérents, ancrés dans les réalités locales et porteurs d'une dynamique nationale. En 2026, faisons des élections municipales un moment de mobilisation populaire pour de nouvelles avancées sociales et pour l'égalité des territoires ! ■

"Nous la Commune", place du colonel Fabien



A l'invitation du collectif "Libres comme l'art", l'espace Niemeyer - siège national du PCF - accueille du 18 mars au 29 mai 2025 l'exposition "Nous, la Commune" de l'artiste Dugudus. Cinquante personnages en taille réelle figurent la foule des insurgés de 1871 : militant-s aguerri-es, révolutionnaires, mais aussi simples citoyen-nes du peuple parisien, tou-t-es mu-es par la justice sociale et l'élan patriotique face à l'abandon des Versaillais. Prenant possession de l'espace public, ces cinquante figures saisissent les passant-es et rendent vivante la mémoire des Communard-es. La place et le rôle de l'Art ont été l'objet de vifs débats pendant la Commune. En écho, avec ce projet conçu par l'artiste Dugudus et l'historien Hugo Rousselle, l'art devient parole publique. Dugudus met son dessin au service d'une lecture personnelle, sensible et populaire d'un moment clé de l'histoire nationale et de la mémoire révolutionnaire. ■

Les Jeunes Communistes alertent sur l'application de la loi dans l'enseignement privé



Jeudi 6 mars 2025, le journal Marianne a publié une tribune signée par Assan Lakehoul, secrétaire général du Mouvement jeunes communistes de France (MJCF).

Intitulée « Comment confier l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle à Notre-Dame de Bétharram ? », cette tribune s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale du MJCF visant à enquêter sur l'application effective de la loi relative à l'éducation à la vie sexuelle et affective (EVARS) dans les établissements scolaires, notamment ceux sous contrat avec l'Église catholique.

Assan Lakehoul y dénonce les dysfonctionnements systémiques au sein de l'enseignement catholique, en s'appuyant sur l'affaire de Notre-Dame de Bétharram, où des dizaines de plaignants ont révélé des violences morales, physiques et sexuelles.

Il pointe du doigt la responsabilité de l'Église, accusée d'avoir favorisé un réseau de silence et de complicité, et interroge la compatibilité du Code de droit canonique avec les principes républicains.

La tribune soulève une question : peut-on confier l'éducation à la vie affective et sexuelle à une institution dont les valeurs entrent en contradiction avec les lois de la République ?

Cette publication intervient alors que le débat sur la laïcité et l'éducation reste brûlant, et que le mouvement féministe cherche des moyens pour changer les comportements. Les jeunes communistes sont bien déterminés à ne pas laisser les réactionnaires occuper le terrain médiatique et empêcher les avancées sociales. ■

Fête de l'Huma de PERQUIE 28 et 29 mars - Foyer Rural

Vendredi 28 mars à 18 h 30

Débat public :

« Répondre aux défis d'aujourd'hui : aménagement du territoire ; réindustrialisation ; mobilités pour tous en milieu rural dans le cadre de la transition écologique avec le développement du transport ferroviaire » avec **Jérôme NONAMY**, conseiller régional d'Occitanie, membre des commissions « Mobilités et infrastructures » et « Urgence climatique ».



« Pour la réouverture de la ligne ferrée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre au transport public voyageur et fret » avec **Hervé BUFFAT**, coordonnateur du collectif « Osons le train ».

20 h - Apéritif et repas (12 € tout compris)

Cocktail du Bas-Armagnac

Lasagne / Salade / Canelés / Crème anglaise / Café

Samedi 29 mars à 10 h

Débat « Gagner des avancées sociales pour notre peuple. Rassembler à gauche une majorité. Les propositions du PCF » avec **Pierre LACAZE**, conseiller municipal de Toulouse, Vice-président de la région Occitanie, responsable national du PCF en charge des élections.



12 h - Apéritif suivi d'un repas

Menu : Velouté de saison, cassoulet, salade, tarte, café, armagnac - Prix 15 €

Pour les repas du vendredi soir et samedi midi, s'inscrire avant le 24 mars à numéros suivants : 06.83.22.69.81 ; 06.08.61.76.06 ; 06.74.90.64.82 ; 06.79.62.25.87 ; 06.30.17.89.53.

Pendant les deux jours, librairie avec de nombreux ouvrages, expositions sur le 80e anniversaire de la Libération du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau ; sur les ruines à Gaza avec des dessins d'enfants et la campagne PCF pour la paix ; sur le collectif « Osons le train ».

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Gnacs et Chacailles

DANGEREUX BASCULEMENT

Ami entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines/ Ami entends-tu ces cris sourds du pays qu'on enchaîne... Extrait du « Chant des Partisans » hymne de la Résistance française durant la Seconde Guerre mondiale. Musique composée en 1941 à Londres par la chanteuse Anna Marly (née Betulinsky 1917-2006) et paroles en Français par Joseph Kessel (1898-1979) et Maurice Druon (1918-2009). Ce qui se joue contre les peuples sous l'égide des Trump, Musk et la fachosphère mondiale, concerne la paix et la sécurité humaine. La déclaration du président argentin Javier Milei à Davos, l'intervention du vice-président états-unien J.D. Vance à la conférence de Munich sur la sécurité (la MSC), les incursions de Musk sur la planète, la tentative de règlement de la guerre en Ukraine entre Trump et Poutine sans les dirigeants ukrainiens pourtant premiers concernés, sans les responsables européens, après la volonté de Trump d'annexer Gaza, le refus sec du vice-président Vance de rencontrer le chancelier allemand Olaf Scholz au profit d'un entretien avec la candidate d'extrême-droite AfD, héritière du nazisme, sont autant d'événements cumulés qui marquent un changement d'époque. La contre-offensive porte sur les idéaux républicains, ceux de la Révolution de 1789 et ceux des grands penseurs et créateurs européens, porteurs d'une culture émancipatrice. À force d'avoir méprisé, les valeurs humanistes, démocratiques, sociales, féministes, écologistes, au profit des règles comptables et de l'austérité budgétaire de la soi-disant concurrence libre non faussée, les dirigeants européens n'ont que leurs gémissements à offrir. Pareils à ceux qui tendent des bâtons pour se faire battre, ils parlent comme les dirigeants de Washington, contre le progrès social, contre les normes, contre l'État social, contre les immigrés. À force de se soumettre, ils sont de plus en plus humiliés. Ne nous en réjouissons pas, car ce seront les peuples, les travailleurs et la jeunesse en quête d'avenir, qui en paieront le prix si nous ne parvenons pas à défendre la paix et à défricher les chemins d'une autre construction européenne s'inscrivant dans un après-capitalisme. Face aux périls, fous sont celles et ceux qui divisent le camp de gauche, de l'émancipation révolutionnaire, de la quête de justice et d'égalité en lien avec le combat pour le climat et le vivant. Milei a théorisé une option politique qui n'est pas seulement la contestation du socialisme mais le rejet du libéralisme politique et le retour au XVIIIe siècle avant l'éclosion des idées philosophiques dites des Lumières aux contenus libérateurs pour l'humanité. C'est aussi le sens des discours contre « les réglementations excessives ; contre l'idée sinistre, injuste et aberrante de la justice sociale » selon JD Vance. Leur haine de l'égalité se superpose désormais dans les bouches des dirigeants nord-américains à une attaque contre tout projet de construction européenne. Au Kremlin comme à la Maison-Blanche, ils haïssent la liberté, les droits des femmes et ceux des homosexuels, les immigrés, le progrès social et promeuvent exploitation, spéculation, aventures guerrières et écrasement de toute opposition. On aurait tort de rester spectateurs face à ces bouleversements. À rebours des stériles crispations, ouvrons grands nos bras et nos cœurs à tous les républicains pour convoquer avec elles et eux, dans chaque ville, des rassemblements et des marches pour la démocratie et la paix. Que vivem un basculement istoric deu mond (Nous vivons un basculement historique du monde) ■

Roger La Mougne